

Note

« L'autre Allemagne dans l'Allemagne unifiée. Réflexions sur l'unification allemande (Note) »

Jean-Yves Paraïso

Études internationales, vol. 28, n° 3, 1997, p. 493-510.

Pour citer cette note, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703773ar>

DOI: 10.7202/703773ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

L'Autre Allemagne dans l'Allemagne unifiée

Réflexions sur l'unification allemande

Jean-Yves PARAISSO*

ABSTRACT — *The Other Germany in the Unified Germany. Reflections on German Unification*

The serious economic problems that the unified Germany has to face — as must other industrialized countries — cannot by themselves account for the growing disenchantment that is perceptible in the New Länder, where the utopian dreams of the fall of 1989 have been steadily unravelling. Why is it that the people of the GDR, who had pushed aside the lethargy of politicians in order to impose a speedy unification of the two German states, now seem to be adopting a radical attitude of defiance towards the federal government? The author postulates that, in implementing the unification process, people overestimated the capability of the West German federal model to integrate the territories of the GDR and underestimated the permanence of the political consciousness specific to East German citizens, the weight of their historical experience, and their profound yearning to assume their destiny within a unified Germany. Had an autonomous East German chamber been created, with a time-limited mandate, it might have been possible to give meaning to the collective quest for identity now being expressed in the New Länder, a quest which for the time being, and in the absence of any alternative, finds an outlet in a party incarnating the region's specificity — the PDS.

Les manifestants est-allemands qui, en dépit d'un impressionnant dispositif policier, scandaient en 1989 « Nous sommes le Peuple », puis « Nous sommes Un Peuple », avaient placé un immense espoir dans l'unification des deux États allemands. Cependant, dès 1991, des enquêtes faisaient état du grand désenchantement de la population de l'ancienne RDA. Durement frappés par les mesures de restructuration économique, de nombreux citoyens est-allemands avaient le sentiment d'être incompris de leurs concitoyens ouest-allemands et d'être abandonnés. C'est dans ce climat de morosité générale existant dans les *Nouveaux Länder* que, le 11 juillet 1992, furent lancés à Berlin les « Comités pour la Justice » qui se fixaient pour objectif principal de défendre les besoins et intérêts spécifiques de la population est-allemande. Il faut se souvenir que, déjà au mois de juin 1992, Peter-Michael Diestel avait proposé la création d'un parti est-allemand dont la mission essentielle serait de trouver des réponses aux problèmes spécifiques rencontrés par les populations de l'ancienne RDA. Le projet de création d'un parti est-allemand fut finalement abandonné au profit d'une vaste alliance capable de rassembler des personnalités politiques provenant d'horizons divers. C'est ainsi que deux personnalités aux convictions politiques aussi différentes que Gregor Gysi et

* Enseignant-chercheur à l'Université de Perpignan, France.

Peter-Michael Diestel¹, portèrent sur les fonts baptismaux ces « Comités pour la Justice » dont l'action devait être circonscrite aux seuls nouveaux Länder ; les instigateurs de ce rassemblement « hétéroclite » entendaient attirer l'attention sur la situation économique et sociale dans cette partie de l'Allemagne depuis l'unification : désindustrialisation, destruction de l'agriculture, chômage important consécutif aux mesures d'assainissement indispensables des entreprises d'État, renouvellement brutal du personnel politique pouvant ressembler parfois à une épuration politique, fermeture pure et simple de nombreuses institutions sociales, scientifiques, culturelles et sportives, liquidation des biens nationalisés, hausse du coût de la vie. Les « Comités pour la Justice » se voulaient être un vaste forum extra-parlementaire qui, à l'instar des Comités de Salut Public sous la Révolution Française – violence en moins –, devrait recenser, articuler les problèmes spécifiques des nouveaux Länder et se constituer en groupes de pression afin d'accélérer la prise de décisions indispensables. Les nombreuses réactions suscitées dans la presse par le lancement des « Comités pour la Justice » furent négatives dans l'ensemble. Du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (conservateur) au *Tageszeitung* (extrême-gauche), les commentateurs furent unanimes pour dénoncer ce « rassemblement populiste » devant servir de marchepied à d'anciens communistes aujourd'hui regroupés au sein du PDS. On retrouve le même point de vue dans la littérature spécialisée où ces « Comités » sont qualifiés de simples courroies de transmission du PDS² ou encore d'associations de personnes nostalgiques de l'ancienne RDA et hostiles à l'unification allemande³.

Le programme et les objectifs des « Comités pour la Justice » ne constituent pas l'objet premier du présent article. Pour diverses raisons, certains analystes ne veulent voir dans ces Comités qu'un épiphénomène ; il importe cependant de prendre en considération l'idée qui leur est sous-jacente, à savoir la nécessité de régler les problèmes spécifiques des *Nouveaux Länder* dans un cadre institutionnel approprié.

Dans les deux premières parties de cet article sera abordée la question controversée des modalités de réalisation de l'union monétaire et de l'unité allemande proprement dite. Puis, l'on s'interrogera sur les causes de la pro-

-
1. Gregor Gysi fut Président du SED-PDS, puis du PDS (Parti du socialisme démocratique) de novembre 1989 à novembre 1992, date à laquelle il démissionna de la présidence du parti. Président du groupe parlementaire PDS au Bundestag, il a été élu au Comité directeur du parti lors du Congrès du PDS qui s'est tenu à Berlin en janvier 1995. Plus présent dans les médias que Lothar Bisky, Président du PDS depuis 1993, Gregor Gysi demeure la personnalité la plus marquante du parti en dépit des zones d'ombre qui entourent encore son activité d'avocat de nombreux dissidents est-allemands. Peter-Michael Diestel, l'enfant terrible de la CDU brandebourgeoise, fut ministre de l'Intérieur au sein du dernier gouvernement est-allemand dirigé par Lothar de Maizière.
 2. Ilse SPITTMANN, « Die Verantwortung läßt sich nicht teilen », in *Deutschland-Archiv*, 8/1992, p. 786.
 3. Patrick MOREAU, Jürgen P. LANG, Viola NEU, *Auferstanden aus Ruinen...? Die PDS nach dem Super-Wahljahr 1994*, Sankt Augustin, Konrad-Adenauer-Stiftung/Bereich Forschung und Beratung, Dezember 1995 (Interne Studien Nr. 111/1995), pp. 83-86.

fonde désillusion perceptible dans les *Nouveaux Länder* : désenchantement dû simplement aux difficultés économiques ou divorce politique et mental profond ? N'a-t-on pas, d'une part, sous-estimé le caractère pérenne de l'identité est-allemande et, d'autre part, surestimé la capacité du modèle fédéral ouest-allemand à prendre en compte certaines aspirations fondamentales des citoyens de l'ancienne RDA ? On postulera enfin que la création d'une Chambre est-allemande, spécialement chargée des problèmes particuliers aux *Nouveaux Länder*, aurait pu permettre une transition progressive, moins heurtée et moins attentatoire à la spécificité politique et mentale des Osis.

I – L'Union économique et monétaire

À la suite des bouleversements intervenus en Allemagne de l'Est, le chancelier Kohl présenta le 28 novembre 1989 un plan en dix points, qui prévoyait une Confédération des deux États allemands ; des structures communes devaient être mises en place pour entreprendre toutes les réformes indispensables à une mise en conformité de l'Allemagne de l'Est aux normes de l'économie de marché. L'unification demeurait un objectif à long terme. S'il avait été mis en œuvre, un tel plan aurait pu permettre de mieux évaluer les conséquences sociales, culturelles et mentales des réformes à entreprendre et, ainsi, de tenir compte de la spécificité de la réalité est-allemande. Or, contre toute attente, le chancelier Kohl proposait, le 7 février 1990, un traité d'union économique et monétaire aux dirigeants de la RDA et ce, avant même l'unification des deux États. Une telle décision paraît d'autant plus surprenante que, dans les rangs du gouvernement fédéral, des voix s'étaient élevées pour mettre en garde contre une union monétaire trop hâtive ; ainsi, le 26 janvier 1990, le ministre fédéral de l'économie déclarait, dans un discours prononcé devant le Bundestag, qu'une union monétaire supposait l'existence d'une économie stable, ce qui n'était nullement le cas en Allemagne de l'Est⁴. L'union économique et monétaire n'aurait pas dû précéder l'unification des deux États ; l'union monétaire, qui s'est traduite par une réévaluation de plus de 100 % du mark est-allemand, a été le premier acte de l'union économique au lieu d'en être le couronnement ; certes l'introduction du D-Mark avait-elle des effets immédiats bénéfiques pour les Allemands de l'Est qui voyaient ainsi leur pouvoir d'achat augmenter fortement. Désormais, les produits occidentaux, objets de tant de convoitises, leur devenaient accessibles ; mais, dans le même temps, la production est-allemande perdait tout attrait et se trouvait dévalorisée. De nombreuses entreprises locales qui ne pouvaient plus écouler leur production durent fermer leurs portes. Comme le dit M. Karl Otto Pöhl, ancien Président de la Bundesbank, l'union monétaire a brisé définitivement le tissu industriel de l'ancienne RDA⁵. Selon la formule du journal *Le Monde*, « les Allemands de

4. Andreas BUSCH, « Die deutsch-deutsche Währungsunion: Politisches Votum trotz ökonomischer Bedenken », in Ulrike LIEBERT/Wolfgang MERKEL (sous la direction de), *Die Politik zur deutschen Einheit*, Opladen Leske und Budrich, 1991, p. 194.

5. Cité par Otto SCHILY, Président de la commission d'enquête parlementaire sur la Treuhandanstalt, in « Erlaubnis, Geld zu drucken », *Die Tageszeitung*, 02.07.1994, p. 7.

l'Est échangeaient du pouvoir d'achat contre du chômage⁶ ». Les plus fortes réticences avaient été émises également par de nombreux scientifiques. Dans un entretien avec l'hebdomadaire libéral de Hambourg, *Die Zeit*, Lutz Hoffmann, Président de l'Institut allemand de recherche en sciences économiques, énumérait la longue liste des conséquences qu'entraînerait inéluctablement la parité un pour un entre les deux monnaies : problèmes de compétitivité pour les industries est-allemandes, chômage endémique, liquidation pure et simple de nombreuses entreprises⁷. Pour avoir eu, seul contre tous, le courage d'énoncer ces vérités simples, le candidat SPD à la chancellerie fédérale, Oskar Lafontaine – on relira avec intérêt l'un de ses entretiens avec le *Spiegel*⁸ – fut laminé lors des élections de décembre 1990. Le discours officiel n'avait-il d'ailleurs pas fait accroire l'idée que l'union économique et monétaire se réaliserait sans restrictions budgétaires ni augmentations d'impôts qu'un expert, comme le Professeur Rüdiger Pohl, l'un des membres du Comité des Cinq Sages, considérait lui comme inéluctables⁹ ? L'autre stratégie se fondant sur un passage progressif de l'économie administrée à l'économie sociale de marché, avec un assainissement préalable du tissu industriel de l'ancienne RDA aurait entraîné des bouleversements moins dramatiques. Non pas que les indispensables restructurations ne se seraient pas traduites par des liquidations d'entreprises non viables ainsi que par des licenciements ; le retour indispensable à une rationalité économique élémentaire commandait de mettre fin à la fiction entretenue pendant longtemps par le SED, selon laquelle le chômage serait inexistant en régime socialiste et qui se traduisait par des sureffectifs pléthoriques, préjudiciables à la rentabilité des entreprises. Eu égard au degré de liquéfaction de la société et de l'État est-allemands, il fallait, pour enrayer l'exode massif vers l'Ouest, promouvoir de meilleures conditions de vie sur place, améliorer l'offre de biens de consommation et l'habitat et, enfin, rénover les réseaux routier, ferroviaire et téléphonique pour favoriser un engagement plus important d'investisseurs. De ce point de vue, on peut donc affirmer qu'en 1990, la stabilisation de la situation de la RDA ne passait pas prioritairement par une union monétaire.

Comment expliquer donc la priorité accordée à l'Union monétaire ? L'explication polémique, la plus courte, consiste à invoquer des calculs purement politiques. En effet, lors des (dernières) élections à la Chambre des Députés (Volkskammer) du 18 mars 1990 et lors des (premières) élections fédérales pan-allemandes du 2 décembre 1990, la CDU/CSU du chancelier Kohl a recueilli les dividendes d'une décision qui, pour le citoyen est-allemand de base, ne pouvait avoir, à très court terme, que des effets bénéfiques. On peut d'autre part penser que, dans l'esprit du gouvernement conservateur-libéral, il

6. Cf. « Un mark de l'Est cher payé », *Le Monde*, 27.03.1991.

7. Lutz HOFFMANN, « Entretien avec Heinz Blüthmann et Nikolaus Piper », *Die Zeit*, no. 15, 6.4.1990, pp. 27-28.

8. Oskar LAFONTAINE, « Entretien (sur l'union monétaire) avec Dirk Koch, Klaus Wirtgen, Werner Funk », *Der Spiegel*, No. 22, 28.5.90, pp. 27-28.

9. Rüdiger POHL, « Entretien avec Bernd Wittkowski », *Frankfurter Rundschau*, 29.6.90, p. 8.

s'agissait de rééditer le « miracle allemand » ; autrement dit, les solutions dont l'efficacité s'était avérée dans l'ancienne République fédérale d'Allemagne, produiraient nécessairement des effets positifs en Allemagne de l'Est. Ce faisant, on a perdu de vue que l'environnement économique international au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale était totalement différent du contexte international dans lequel devait se réaliser le redressement de l'économie est-allemande. Dans l'immédiate après-guerre, la reconstruction de l'économie ouest-allemande s'intégrait bien dans la reconstruction de l'économie capitaliste mondiale. Les marchés mondiaux en voie de formation constituaient des débouchés idéaux pour les exportations allemandes. En revanche, la restructuration de l'économie est-allemande s'effectue dans un contexte différent : dans un contexte économique qui se caractérise par une mondialisation croissante, les marchés sur lesquels existent des ententes oligopolistiques tacites, sont saturés, ce qui rend difficile l'avènement de « newcomers », surtout si ces derniers accusent des retards technologiques importants.

Cependant, à l'analyse, on perçoit mieux le poids considérable exercé par la pression populaire dans cette décision controversée. Il conviendrait pour cela de revenir sur deux étapes fondamentales du processus d'émancipation en RDA, qui restituent les conditions objectives dans lesquelles est intervenue la décision du chancelier Kohl :

1- Dans une première phase qui va du début des manifestations (août/ septembre 1989) à la chute du mur de Berlin, les revendications exprimées portent non pas sur l'unification – ce qui implique la disparition de la RDA –, mais sur la nécessité de réformes économiques et sociales, la démocratisation de la vie publique et sur de meilleures conditions de vie. Mais devant l'incapacité du gouvernement de monsieur Egon Krenz, formé à l'école du SED, à entreprendre des changements radicaux, le mouvement de protestation et l'exode massif de la population vers l'Ouest, loin de s'estomper, ne cessent de s'amplifier. Cette situation insurrectionnelle permanente, aggravée par une situation économique et financière catastrophique, accroît le désarroi de la nouvelle direction politique qu'ordonne, dans l'impréparation la plus totale, l'ouverture du mur de Berlin. À partir de ce moment, il devient évident que le nouveau pouvoir, en dépit de toutes ses tentatives d'ouverture, trop tardives pour être crédibles, a perdu toute légitimité aux yeux des manifestants.

2- Au cours de la deuxième phase qui va du 10 novembre 1989 aux élections pour la Chambre des députés (Volkskammer) du 18 mars 1990, il est définitivement acquis que des changements importants vont intervenir en RDA ; mais, sous quelle forme ? Les difficultés économiques sont de plus en plus aiguës. La mise à jour et la révélation de faits graves de corruption accroissent le divorce entre la population et le régime issu du SED. On assiste à une radicalisation du mouvement de revendication et les premiers signes avant-coureurs d'une autodésagrégation du pays apparaissent. Entre la mi-novembre 1989 et la mi-janvier 1990, la tonalité des revendications change totalement et, c'est au cours de cette période, que

l'on va passer du « Nous sommes le Peuple » à « Nous sommes un Peuple » ; autrement dit, on était passé du stade de la révolution pacifique en vue de la mise en œuvre de réformes structurelles à la revendication forte de l'unité nationale.

Cette revendication de l'unité nationale qui impliquait la disparition de la RDA, a donc pris de court tous les acteurs politiques, y compris H. Kohl. Les manifestations massives de janvier 1990 en RDA, l'effondrement du mark est-allemand, puis la fixation d'élections au 18 mars 1990 convainquent le chancelier Kohl, resté prudent jusqu'au début de l'année 1990, que la stratégie progressive « étape par étape » est totalement divorcée des aspirations légitimes de la population est-allemande et que son plan en dix points d'une Confédération, présenté le 28 novembre 1989, ne répond plus du tout aux exigences du moment. D'où sa proposition du 6 février 1990 d'union économique et monétaire entre la RFA et la RDA, puis la décision capitale du 23 avril 1990 d'union monétaire dès le 1^{er} juillet 1990 moyennant l'échange d'un DM contre un mark de l'Est. De ce point de vue, on peut partager l'opinion du conseiller diplomatique de François Mitterrand, Hubert Védrine, selon lequel le chancelier Kohl n'a pas forcé l'allure, mais a accompagné le mouvement et a assumé l'accélération quand la RDA a implosé¹⁰.

On peut cependant se demander si l'art du « savoir gouverner » qui sous-entend la capacité à anticiper les conséquences inéluctables d'une décision, n'inclut pas non plus le choix calculé de l'impopularité, autrement dit, le refus de faire droit à des revendications qui, pour être légitimes, n'en sont pas moins tellement lourdes de conséquences qu'elles en deviennent préjudiciables à l'ensemble de la collectivité ? Ainsi, les problèmes économiques majeurs que connaît l'Europe depuis 1990/91 sont contenus dans ce coup d'audace que fut la décision de conversion monétaire au taux de « un pour un ». L'homme politique se trouve en permanence placé en situation d'opérer un choix cornélien entre opportunité politique (à effet bénéfique immédiat) et éthique de conviction. On reconnaît les grandes figures de l'histoire dans leur capacité à savoir gérer cette tension. L'ancien chancelier Helmut Schmidt sut, en son temps, résister à la pression populaire au nom justement de l'intérêt national et de l'équilibre mondial. Confronté à l'opposition manifeste de la majorité de la population ouest-allemande, des Églises et de son propre parti, le SPD, Helmut Schmidt, sut, au début des années 1980, imposer le déploiement en Allemagne des euromissiles Pershing tout en poursuivant avec l'ancien bloc soviétique des négociations pour parvenir à une réduction respective des arsenaux militaires.

10. Hubert VÉDRINE, *Les Mondes de François Mitterrand – À l'Élysée 1981-1995*, Paris, Fayard, 1996, p. 440.

II – Le mode de réalisation de l'unification des deux États allemands

Il existe dans la Loi Fondamentale deux articles qui régissent les modalités de réalisation de l'unification des deux États allemands : les articles 23 et 146. L'article 23 permet une intégration/absorption du/des territoire(s) qui se fond(ent) dans l'ensemble existant. L'article 146 en revanche prévoit l'élaboration d'une Constitution nouvelle sur laquelle doit se prononcer l'ensemble du peuple allemand. Là où l'article 23 peut prêter à controverse, c'est qu'il ne permet pas de prendre en compte l'expérience et les acquis du territoire intégré, considéré comme une simple parenthèse, voire un accident de l'histoire. De fait, certains journaux, comme le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* n'ont pas manqué de souligner, qu'à leur avis, l'enjeu de l'unification devait être avant tout de démanteler les fiefs du SED et d'imposer la seule loi du « vainqueur¹¹ » ; or, de nombreux démocrates allemands avaient placé un grand espoir sur l'article 146 : une nouvelle constitution, élaborée par une Assemblée Constituante, au sein de laquelle toutes les sensibilités et toutes les régions auraient été représentées, aurait pu jeter les bases d'une Allemagne confédérale et d'une démocratie participative¹². Sur ce point également, il importe de souligner que le choix en faveur de l'article 23 s'est imposé en raison de la conjonction de deux facteurs majeurs : il s'agit, d'une part, de la très forte pression des citoyens est-allemands pressés de tourner la page d'un système autoritaire, inefficace et incapable d'assurer le bien-être général. Il faut, d'autre part, tenir compte de la fragilité de la situation internationale de l'époque et, en particulier, des incertitudes quant à la stabilité réelle du régime soviétique. La démission du ministre soviétique des Affaires étrangères, Édouard Chevarnadzé, de même que le putsch fomenté contre Mikhaïl Gorbatchev par la vieille garde conservatrice du parti communiste soviétique, ont bien montré combien la situation pouvait être réversible à tout moment. On pourra donc considérer que le chancelier Kohl a su, dans un moment exceptionnel, saisir une chance historique et, pour cela, vaincre les réticences de certains des alliés européens de l'Allemagne.

L'on pourrait donc soutenir *in fine* qu'union monétaire et unification réalisée sur le fondement de l'article 23 trouvent leur légitimation dans la volonté populaire qui s'exprime notamment à travers les résultats des élections de mars 1990 et décembre 1990.

Cependant, six années d'unification juridique « réellement existante » commandent d'abandonner une telle perspective purement légitimiste et consensualiste pour établir un premier état des lieux.

L'euphorie a désormais fait place à un désenchantement que la conjoncture économique internationale difficile et le lourd héritage laissé par le

11. Cité par Heinrich SENFFT, « Wider die wütende Resignation », *Die Tageszeitung*, 9.11.96, p. 15.

12. Wolf-Dieter NARR, « Nachruf auf ein Nicht-Ereignis : die Verfassungsreform », in *Leviathan-Zeitschrift für Sozialwissenschaft*, No. 4/Décembre 1994, pp. 461-469.

régime du SED ne peuvent à eux seuls expliquer. Certains spécialistes font valoir que personne ne pouvait par exemple prévoir au départ les incidences économiques graves d'une union monétaire, certes voulue par l'immense majorité des citoyens est-allemands, mais trop précipitée. Il suffirait d'opposer les nombreux avertissements formulés à l'époque tant par certains milieux politiques (Oskar Lafontaine) que par des experts économiques et financiers. Réputé pour sa pondération, Helmut Schmidt a publié récemment dans les colonnes de l'hebdomadaire *Die Zeit* un réquisitoire sévère contre les modalités du traité d'union monétaire avec la RDA, mettant particulièrement en cause Hans Tietmeyer, actuel Président de la Bundesbank, mais, à l'époque conseiller économique du chancelier Kohl :

Au printemps 1990, en tant que conseiller principal du chancelier sur les questions de l'union économique et monétaire avec la RDA, vous avez partagé une importante responsabilité dans les rares erreurs commises et les promesses utopiques. Ne devriez-vous pas admettre aujourd'hui que la revalorisation du mark de l'Est – de plus de 100 % – a été une des causes principales de l'écroulement de la vieille industrie de la RDA ? Ou que la promesse selon laquelle aucune augmentation d'impôt ne serait nécessaire était une absurdité inouïe ? N'en est-il pas de même pour les promesses de « contrées prospères » et de salaires de niveau ouest-allemand à l'Est dans un délai de quatre ans¹³ ?

Mais le désenchantement qui est aujourd'hui perceptible dans les *Nouveaux Länder* a des causes beaucoup plus profondes que simplement économiques. Il existe en réalité un divorce mental entre les citoyens de l'ancienne RDA et le pouvoir fédéral, qui provient essentiellement du fait que le processus d'unification n'a pas pris suffisamment en compte l'existence d'une culture politique est-allemande spécifique. Il faudra donc démontrer qu'il existe bien, de part et d'autre, certaines différences notables d'approche de la vie et que la reconnaissance de l'existence d'une autre identité aurait dû conduire le législateur à penser un schéma différent d'unification, passant notamment par la mise en place, pendant une phase transitoire, d'une Chambre autonome qui aurait eu à connaître des problèmes spécifiques aux *Nouveaux Länder*.

III – La question de l'identité est-allemande

Anne-Marie Le Gloannec, à qui l'on doit entre autres le remarquable ouvrage, *La nation orpheline*¹⁴, écrivait récemment :

Avec l'effondrement de l'État, l'identité est-allemande s'effaça au profit d'une identité allemande. (...) L'unification juridique et politique produit des conséquences inverses. Alors qu'au printemps 1990 une majorité

13. Helmut SCHMIDT, « Vous exagérez, Monsieur Tietmeyer », *Le Monde*, 9.11.96, p. 15 (traduit de l'allemand par Miriam Rouveyre).

14. Anne-Marie Le GLOANNEC, *La Nation Orpheline. Les Allemagnes en Europe*, Paris, Fondation Saint-Simon/Calmann-Lévy, 1989.

d'Allemands de l'Est se voulait allemande, ils n'étaient plus que 40 % un an plus tard, en juin 1991. À mesure que s'évanouissaient les espérances d'un bien-être immédiat, les Allemands de l'Est renièrent l'identité nationale qui en était le symbole – plus qu'ils mirent en doute l'unité qui en était le vecteur. (...) L'identité est-allemande apparut comme un refuge, non qu'on aspirât à la reconstitution d'un État est-allemand, mais plutôt parce que l'identité est-allemande paraissait offrir une illusoire compensation, nostalgie apolitique. En somme, l'identité est-allemande était – et est encore – une identité par défaut ou par défi, une *Trotzidentität*. (...) L'identité était – est – donc fonction des attentes. Les Allemands de l'Est avaient voulu revendiquer une identité allemande, une identité commune à tous les Allemands, pour faire partie de l'Ouest et des richesses, matérielles et immatérielles. Dès lors que leur accès en était différé, ils revendiquaient leur différence. Identité par défi ou par défaut, parce qu'on ne fait pas – pas encore – partie des nantis, l'identité est-allemande est une nostalgie, une impression plus souvent qu'une expression ou une structuration politiques¹⁵.

L'identité est-allemande aurait-elle disparu, du jour au lendemain, du seul fait de l'effondrement du SED ? Le sentiment identitaire qui s'exprime aujourd'hui si fortement chez les citoyens de l'ancienne RDA ne serait-il qu'illusion, mirage, ressentiment ?

L'identité est-allemande est le produit de quarante années d'histoire de l'ancienne RDA. Cette dernière a certes disparu en tant qu'État, mais la société est-allemande a continué d'exister avec ses structures internes, ses mécanismes propres, son mode spécifique de communication ; les acteurs et les individus qui fondent cette société, continuent d'exister avec leur mode propre de socialisation, leur façon d'appréhender le réel, leur mentalité et leurs comportements. La disparition d'un État – acte juridique et politique – n'entraîne pas automatiquement la disparition de la société et de son identité.

Divers travaux de Erich Fromm attestent qu'il existe bien un lien entre la structure socio-politique et économique d'une société donnée et la structure mentale dominante en elle.

Quelles sont les caractéristiques de cette identité est-allemande ? Pour répondre à cette question, il sera essentiellement fait usage des résultats d'une enquête conduite par les services scientifiques de la Fondation Konrad Adenauer, proche de la CDU, parti dominant de la coalition actuellement au pouvoir. L'un des traits distinctifs de l'identité est-allemande concerne la relation au travail. Devant les trois valeurs que sont la famille, les loisirs et le travail, les préférences des citoyens est-allemands vont prioritairement au travail (43 %), puis à la famille (36 %) et enfin aux loisirs (22 %) ; en revanche, leurs concitoyens ouest-allemands placent la famille en tête (39 %), puis

15. Anne-Marie Le GLOANNEC, « Y-a-t-il un nationalisme allemand? », *Hérodote – revue de géographie et de géopolitique*, No. 68/1er trimestre 1993, p. 71.

le travail (36 %) et les loisirs (26 %)¹⁶. 66 % des citoyens est-allemands ressentent l'impérieuse nécessité d'exercer un emploi (contre 43 % seulement des citoyens ouest-allemands). Il existe dans la culture est-allemande une sensibilité pour le travail beaucoup plus grande qu'en Allemagne de l'Ouest. Il n'est pas sans intérêt de faire observer que les femmes est-allemandes à la recherche d'un emploi se définissent comme des *Arbeitslose* (demandeurs d'emploi), tandis que leurs concitoyennes ouest-allemandes préfèrent utiliser le terme de *Hausfrauen* (femmes au foyer)¹⁷. En Allemagne de l'Ouest, comme dans toutes les sociétés européennes avancées, le travail est devenu dérisoire en regard de l'importance prise par la sphère privée et les loisirs ; le travail y a pris une importance secondaire face à ce besoin existentiel fort des individus de se consacrer à des activités autonomes émancipatrices ; le travail en tant que valeur y est en voie de disparition¹⁸. En RDA, le travail constituait un élément à la fois nécessaire, culturel et relationnel de la vie. Pour bien apprécier l'importance de cette relation au travail, il faut garder à l'esprit que l'entreprise constituait en RDA le centre de la vie sociale, mais également une sorte de *lieu culturel* ; l'entreprise garantissait le logement, organisait voyages, vacances et loisirs ; pour reprendre le mot de Lutz Burkart, l'entreprise était l'institution de base et l'espace vital du citoyen¹⁹ ; dans la culture est-allemande, l'entreprise et le travail sont des éléments libérateurs de l'homme et fondateurs de sa dignité ; à ce titre, ils sont indissociables de la vie, de la sphère privée du citoyen ; le travail était l'élément essentiel de socialisation, le mode dominant d'intégration sociale en RDA ; le travail constituait le socle à partir duquel naissait une sorte d'adéquation entre intérêt individuel et bien-être collectif. Dès lors, on comprend que les nécessaires restructurations qui s'accompagnent d'une réduction importante des effectifs, se traduisent, dans les *nouveaux Länder*, par de véritables drames personnels. On comprend mieux également pourquoi, en dépit du chômage massif qui les frappe actuellement, les citoyens est-allemands, demandeurs d'emploi, montrent de très fortes réticences à l'égard du travail intérimaire ou du travail à temps partiel qu'ils ne considèrent pas comme un travail véritable qui, dans leur esprit, est associé à la production industrielle, l'effort, la sueur et la boue. Il existait en RDA une véritable culture ouvrière (près de 61 % de la population est-allemande appartenait à la classe ouvrière), alors que le terme *Arbeiter* a pratiquement disparu du discours politique en Allemagne de l'Ouest.

16. Hans-Joachim VEEN, Carsten ZELLE, Dieter NOETZEL, *Zusammenwachsen oder Auseinanderdriften? – Eine empirische Analyse der Werthaltungen, der politischen Prioritäten und der nationalen Identifikationen der Ost- und Westdeutschen*, Sankt Augustin : Konrad-Adenauer-Stiftung/Bereich Forschung und Beratung, Januar 1995 (Interne Studien Nr. 78/1994), p. 21.

17. *Idem*, pp. 21-22.

18. Cf. *Gewerkschaftliche Monatshefte*, No. 12/Décembre 1994, « Arbeitsgesellschaft am Ende? Arbeit und Leben 2010 », Cologne, Bund-Verlag.

19. LUTZ BURKART, « Betriebe im realen Sozialismus als Lebensraum und Basisinstitution : Erste Hypothesen und offene Fragen zur Transformationsforschung », in Schmiele RUDI/LUTZ BURKART (éd.), *Chancen und Risiken der industriellen Restrukturierung in Ostdeutschland*, Berlin, Akademie-Verlag, 1995, pp. 135-150.

Un autre trait distinctif de l'identité est-allemande concerne le sens de la vie collective, l'esprit de communauté et de solidarité. Ce sens du collectif n'est pas sans lien avec l'importance accordée au travail. Le travail symbolise en effet le collectif et la communauté. Alors que les rapports humains sont empreints de distance et d'un individualisme très prononcé dans la partie occidentale, on note chez les Allemands de l'Est un besoin de lien social. Entre septembre 1990 et mai 1991, Cordia Schlegelmilch a effectué une enquête auprès des habitants de Wurzen, petite ville de Saxe, située à environ trente kilomètres de Leipzig. Il en ressort que, dans toutes les classes d'âge, la difficulté à saisir le réel dans une société ouest-allemande aux liens sociaux très distendus, constitue l'une des causes essentielles du malaise ressenti. Même ceux des habitants qui ont retrouvé une situation sociale stable évoquent l'extrême difficulté à se reconnaître dans une société individualiste fondée sur le consumérisme et une concurrence sans pitié – ce qui infirme au passage l'idée que l'affirmation du sentiment identitaire des citoyens est-allemands ne serait que circonstancielle et liée à des espérances déçues²⁰. Dans la nouvelle société qui est la leur, les citoyens de l'ancienne RDA sont à la recherche du sens collectif qui était l'un des fondements essentiels de leur identité.

La société est-allemande se caractérisait par une quasi-indifférenciation sociale et par l'absence de grands clivages sociaux importants ; la recherche de l'égalité, objectif affiché à de la politique sociale, a fortement marqué l'identité est-allemande²¹ ; ainsi, l'enquête de la Fondation Konrad Adenauer révèle par exemple que la notion d'égalité sociale apparaît comme une exigence de premier ordre pour 64 % des citoyens de l'ancienne RDA contre seulement 39 % des citoyens ouest-allemands²² ; comme le montre par ailleurs Heiner Meulemann, l'idée de justice sociale apparaît, dans l'ordre des priorités des citoyens est-allemands, plus importante que la liberté individuelle et le plein épanouissement de soi²³.

Il s'est certes avéré que l'identité n'est pas un état irréversible ; c'est un rapport à l'autre, une image en mouvement et, comme l'analyse bien Jean Mortier, toutes les évolutions sont possibles dans ce domaine²⁴ ; cependant, même s'il ne s'agit point d'enfermer les citoyens de l'ancienne RDA dans une sorte de ghetto mental et culturel, force est de reconnaître l'existence et le caractère pérenne de l'identité est-allemande ; il existe aujourd'hui en Allema-

20. Cordia SCHLEGELMILCH, « Deutsche Lebensalter. Erkundungen in einer sächsischen Kleinstadt », in *Prokla-Zeitschrift für kritische Sozialwissenschaft*, Cahier 91, no. 2/Juin 1993, pp. 287-289.

21. Geißler RAINER, « Sozialer Umbruch als Modernisierung » in Geißler RAINER (dir.), *Sozialer Umbruch in Ostdeutschland*, Opladen, Leske und Budrich, 1993, pp. 68-70.

22. Hans-Joachim VEEN et alii, *Zusammenwachsen oder Auseinanderdriften?*, op. cit., p. 14.

23. Heiner MEULEMANN, « Aufholtendenzen und Systemeffekte – Eine Übersicht über Wertunterschiede zwischen West- und Ostdeutschland », in *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 40-41/29 septembre 1995, p. 23.

24. Jean MORTIER, « Crise et Identité dans les Nouveaux Länder », in *Revue d'Allemagne*, t. xxvi, no. 4, octobre-décembre 1994, p. 612.

gne deux logiques identitaires. L'angoisse existentielle de la population est-allemande provient du fait qu'avec la « conscience identitaire » qui est la sienne, elle ne retrouve pas ses marques dans une société ouest-allemande régie par des valeurs qui ne correspondent pas à son vécu. Un jeune citoyen est-allemand confie ceci :

Certains jours, je me sens comme ... je ne veux pas dire, abandonné par l'Allemagne, ... mais, enfin, je n'arrive pas à m'identifier à cet État qui s'appelle l'Allemagne ; ... l'Allemagne, c'est une autre façon de penser²⁵.

L'on aura donc compris qu'il existe aujourd'hui deux cultures politiques qui, sans être fondamentalement antagonistes, demeurent asymétriques sur bien des points. Il ne s'agit point d'un « plaidoyer » en faveur de l'identité est-allemande ; cette dernière comporte des aspects problématiques comme l'esprit de soumission, la mentalité d'assisté, le conformisme, etc. ; la RDA était un « État-Providence autoritaire » qui garantissait à ses citoyens de vastes prestations sociales pour les empêcher en réalité de s'auto-organiser. L'objet premier est avant tout d'apporter la démonstration de la permanence d'une culture politique différente dans les *Nouveaux Länder* ; l'identité procure une orientation à l'individu ; il est donc tout à fait logique que ce soit principalement dans les moments de crise profonde que la conscience identitaire s'exprime avec le plus de force. Par essence, le sentiment identitaire a un caractère réactif et défensif. On ne saurait donc arguer du caractère purement protestataire du sentiment identitaire des Allemands de l'Est pour en contester les fondements et le considérer comme simplement velléitaire.

IV – Une chambre est-allemande autonome

Malgré des progrès économiques indéniables, de fortes disparités demeurent entre l'Est et l'Ouest. On se trouve en réalité en face de « deux blocs géographiques » que l'histoire, le mode de socialisation, la culture politique et les mentalités ont contribué à rendre, à certains égards, étrangers l'un à l'autre. Berlin, ville (théoriquement) réunifiée, est le symbole même de ces deux blocs qui, depuis l'unification, n'ont cessé de s'ignorer. Sept ans après sa démolition, le mur qui divisait la ville est toujours présent dans les têtes. Dans un reportage du journal *Le Monde*, Henri de Bresson observe avec pertinence :

Condamnés à vivre ensemble, Berlinoïses de l'Ouest et de l'Est sont encore loin, pour beaucoup d'entre eux, de se considérer comme les voyageurs d'un même convoi. Les éditeurs de journaux berlinois en savent quelque chose, qui n'ont jamais réussi à vendre les titres de l'Ouest à l'Est, et vice-versa²⁶.

D'autre part, un récent sondage publié par *Die Wochenpost* révèle que 90 % des citoyens des *Nouveaux Länder* veulent désormais prendre leur avenir en main ; à 74 %, ils déclarent pouvoir se passer des experts ouest-alle-

25. Cité par C. SCHLEGELMILCH, *op. cit.*, p. 290.

26. Henri de BRESSON, « Berlin – Le Mur et son ombre », *Le Monde*, 8.11.1996, p. 15.

mands²⁷. Ce qui est nouveau dans ce sondage, ce n'est pas tant la désillusion qu'il traduit, mais la défiance vis-à-vis du pouvoir fédéral. Cette tendance est confirmée par une étude du politiste Karl-Rudolf Korte : tout en soulignant qu'il existe, dans les *Nouveaux Länder*, un large consensus en faveur de l'ordre démocratique en vigueur en Allemagne, il fait état d'une défiance sans cesse grandissante vis-à-vis du pouvoir politique fédéral et note chez les Osis une prise de conscience de plus en plus aiguë, qui se traduirait notamment par une attitude critique, voire un refus systématique de toutes les décisions venant de Bonn/Berlin²⁸. Les citoyens des *Nouveaux Länder* veulent prendre en main leur destin sans remettre en question l'unité juridique désormais irréversible. C'est là tout le sens du dernier ouvrage de Hans-Jürgen Misselwitz qui plaide pour la mise en place d'instruments institutionnels qui prennent en compte le vécu de la population de l'ancienne RDA et articulent leur volonté d'autodétermination²⁹.

L'histoire respective des deux États allemands s'est construite l'une contre l'autre ; des cultures politiques asynchrones y ont pris naissance ; depuis l'unification, la société allemande est hétérogène. En 1995, les électeurs du Brandebourg ont refusé, lors d'un référendum, la fusion de leur *Land* avec Berlin au motif principal qu'ils ne souhaitaient pas une seconde unification, autrement dit, une fusion qui contribuerait à gommer encore leur spécificité. Le sentiment d'être différent est aujourd'hui beaucoup plus vivace à l'Est qu'au moment de l'unification.

Ce constat d'hétérogénéité doit conduire à se demander si, au moment de l'unification, on n'a pas surestimé la capacité du système fédéral ouest-allemand à articuler une telle diversité. En d'autres termes : le modèle fédéral ouest-allemand conçu à l'origine pour une société relativement homogène est-il aujourd'hui suffisamment efficace pour répondre aux défis nouveaux d'une société hétérogène ? Pour être fonctionnel, le modèle fédéral ouest-allemand présuppose une forte homogénéité ; le modèle fédéral ouest-allemand n'a pas été conçu pour permettre à des minorités de mettre en place des politiques autonomes (dans la réalité, les structures de l'Allemagne s'apparentent davantage à celles d'un État unitaire fortement décentralisé³⁰).

Certes, le fédéralisme allemand dispose, en théorie, de certaines ressources qui permettraient d'articuler les intérêts et préoccupations spécifiques des citoyens de l'ancienne RDA. Mais la réalité est autrement plus complexe. Ainsi,

27. *Die Wochenpost*, no. 41, 12.10.1996.

28. Karl-Rudolf KORTE, « Nur eine Frage der Zeit? – Perspektiven für eine einheitliche politische Kultur », in *Eichholz Brief - Zeitschrift zur politischen Bildung*, 33^e Année, no. 4/1996, p. 16.

29. Hans-Jürgen MISSELWITZ, *Nicht länger mit dem Gesicht nach Westen – Das neue Selbstbewußtsein der Ostdeutschen*, Bonn, Dietz Verlag, 1996. Opposant à l'ancien régime est-allemand, Hans-Jürgen Misselwitz fut, d'avril à octobre 1990, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans le gouvernement de Lothar de Maizière. Il dirige actuellement le Centre Régional de Formation Politique du Brandebourg.

30. La discussion de ce problème, in Abromeit HEIDRUN, *Der verkappte Einheitsstaat*, Opladen, Leske und Budrich, 1992.

le nombre de voix dont dispose chaque Land au Bundesrat est fonction de son importance démographique. Ce principe de pondération pénalise tout particulièrement les *Nouveaux Länder* faiblement peuplés, qui constituent donc une minorité structurelle permanente n'ayant aucune chance de devenir majoritaire. D'autre part, dans des sociétés hétérogènes, dans des États dont l'unité réelle n'est pas encore réalisée, le principe démocratique fondé sur la règle de la majorité peut devenir facteur d'injustice, car il ne permet pas d'exprimer les droits et intérêts des groupes minoritaires. Aujourd'hui, les citoyens des *Nouveaux Länder* disposent de peu de moyens pour faire valoir certaines de leurs revendications essentielles. Le Dr. Else Ackermann, originaire de l'ancienne RDA et député CDU au Bundestag, a renoncé en 1995 à son mandat pour le motif suivant :

Au Bundestag, c'était pour moi comme un combat de David contre Goliath, autant dire, un combat perdu d'avance. Nous qui sommes originaires de l'Allemagne de l'Est, nous sommes minoritaires. Rien que pour cette raison, il ne nous est guère possible de nous imposer³¹. La conséquence en est que, comme l'observe Gilbert Badia, grand nombre d'entre eux se réfugient dans l'abstention « parce qu'ils pensent qu'ils n'ont guère de possibilité, voire aucune d'influer sur les décisions³² ».

Comment faire droit à cette quête de sens et d'identité très perceptible dans les *Nouveaux Länder* ? L'une des solutions pourrait consister en la création d'une Chambre est-allemande autonome qui aurait à connaître des problèmes spécifiques aux territoires de l'ancienne RDA. Il ne s'agirait en aucun cas d'accorder aux *Nouveaux Länder* un statut de très large autonomie comparable à celui de la Catalogne, car, contrairement à l'Espagne, l'Allemagne n'est pas un État plurinational. Cette Chambre aux attributions bien définies par le législateur, aurait vocation à disparaître dès lors que les barrières politiques, psychologiques et mentales existant encore entre les deux parties de l'Allemagne se seront estompées. Une telle Chambre n'a aucun caractère irréaliste et ne serait pas divorcée des préoccupations des citoyens de l'ancienne RDA ; une enquête d'opinion réalisée en 1993 faisait en effet ressortir que 70 % d'entre eux approuveraient la création d'une structure autonome pour défendre leurs intérêts spécifiques³³. Peut-être, est-ce pour appuyer cette revendication que, lors des nombreuses consultations électorales de l'année 1994, les citoyens des *Nouveaux Länder*, comme pour marquer leur défiance vis-à-vis des partis politiques traditionnels ouest-allemands (CDU/SCU, FDP, SPD et même Verts), ont massivement accordé leurs suffrages au PDS qu'ils considèrent à tort ou à raison comme l'unique structure capable de défendre leurs intérêts et leurs droits. Rapportée à l'ensemble de l'Allemagne unifiée, l'influence du PDS est quasiment nulle ; il faut cependant bien admettre qu'en dépit de toutes les tentatives de

31. Cité d'après Stefanie HOFFMEISTER, « Auch die Mauerzeit ließ mich reifen », *Das Parlament*, no. 7, 9.2.96, p. 17.

32. Gilbert BADIA, « Cinq ans après... », in *Regards sur l'Histoire de la RDA*, Cahiers d'histoire de l'Institut de Recherches Marxistes, no. 57/4ème trimestre 1994, Paris, p. 111.

33. ISDA-Studie, No. 11, Im Blick, Wahlen'94, Juin 1993, p. 32.

marginalisation dont il est l'objet, ce parti n'a cessé, à l'Est, de se stabiliser, voire de se consolider au détriment des grands partis politiques comme peut l'attester un rapide survol des résultats comparatifs des élections tant fédérales que régionales dans l'ancienne RDA de 1990 à 1995 :

**Résultats comparatifs des élections fédérales et régionales
dans les Nouveaux Länder³⁴**

Élections fédérales

Élections régionales

1- Berlin-Est

	1990	1994		1990	1995	
CDU	24,3 %	19,5 %	(-4,8)	CDU	25,0 %	23,6 % (-1,4)
SPD	31,3 %	33,1 %	(+1,8)	SPD	32,1 %	20,2 % (-11,9)
FDP	7,7 %	1,9 %	(-5,8)	FDP	5,6 %	1,1 % (-4,5)
Verts	7,4 %	6,9 %	(-0,5)	Verts	11,4 %	10,0 % (-1,4)
PDS	24,8 %	34,7 %	(+9,9)	PDS	23,6 %	36,3 % (+12,7)

2- Brandebourg

	1990	1994		1990	1994	
CDU	36,3 %	28,1 %	(-8,2)	CDU	29,4 %	18,7 % (-10,7)
SPD	32,9 %	45,1 %	(+12,2)	SPD	38,2 %	54,1 % (+15,9)
FDP	9,7 %	2,6 %	(-7,1)	FDP	6,6 %	2,2 % (-4,4)
Verts	6,6 %	2,9 %	(-3,7)	Verts	9,3 %	2,9 % (-6,4)
PDS	11,0 %	19,3 %	(+8,3)	PDS	13,4 %	18,7 % (+5,3)

34. Seuls les résultats dans les Nouveaux Länder, y compris Berlin-Est, sont pris en compte. On peut consulter les résultats de l'ensemble des élections ayant eu lieu en République fédérale d'Allemagne de 1946 à 1996, in Claus A. FISCHER (zusammengestellt von), *Wahlergebnisse in der Bundesrepublik Deutschland und in den Ländern 1946-1996 – insgesamt und nach Alter und Geschlecht* (Stan : Juli 1996), Sankt Augustin, Konrad-Adenauer-Stiftung/Bereich Forschung und Beratung – Gesellschafts – und Innenpolitik, 1996.

3- Mecklembourg-Poméranie antérieure

	1990	1994		1990	1994		
CDU	41,2 %	38,5 %	(-2,7)	CDU	38,3 %	37,7 %	(-0,6)
SPD	26,5 %	28,8 %	(+2,3)	SPD	27,0 %	29,5 %	(+2,5)
FDP	9,1 %	3,4 %	(-5,7)	FDP	5,5 %	3,8 %	(-1,7)
Verts	5,9 %	3,6 %	(-2,3)	Verts	6,4 %	3,7 %	(-2,7)
PDS	14,2 %	23,6 %	(+9,4)	PDS	15,7 %	22,7 %	(+7,0)

4- Saxe

	1990	1994		1990	1994		
CDU	49,5 %	48,0 %	(-1,5)	CDU	53,8 %	58,1 %	(+4,3)
SPD	18,2 %	24,3 %	(+6,1)	SPD	19,1 %	16,6 %	(-2,5)
FDP	12,4 %	3,8 %	(-8,6)	FDP	5,3 %	1,7 %	(-3,6)
Verts	5,9 %	4,8 %	(-1,1)	Verts	5,6 %	4,1 %	(-1,5)
PDS	9,0 %	16,7 %	(+7,7)	PDS	10,2 %	16,5 %	(+6,3)

5- Saxe - Anhalt

	1990	1994		1990	1994		
CDU	38,6 %	38,8 %	(+0,2)	CDU	39,0 %	34,4 %	(-4,6)
SPD	24,7 %	33,4 %	(+8,7)	SPD	26,0 %	34,0 %	(+8,0)
FDP	19,7 %	4,1 %	(-15,6)	FDP	13,5 %	3,6 %	(-9,9)
Verts	5,3 %	3,6 %	(-1,7)	Verts	5,3 %	5,1 %	(-0,2)
PDS	9,4 %	18,0 %	(+8,6)	PDS	12,0 %	19,9 %	(+7,9)

6- Thuringe

	1990	1994		1990	1994	
CDU	45,2 %	41,0 %	(-4,2)	CDU	45,4 %	42,6 % (-2,8)
SPD	21,9 %	30,2 %	(+8,3)	SPD	22,8 %	29,6 % (+6,8)
FDP	14,6 %	4,1 %	(-10,5)	FDP	9,3 %	3,2 % (-6,1)
Verts	6,1 %	4,9 %	(-1,2)	Verts	6,5 %	4,5 % (-2,0)
PDS	8,3 %	17,2 %	(+8,9)	PDS	9,7 %	16,6 % (+6,9)

À de rares exceptions près, les grands partis traditionnels enregistrent des pertes importantes lors des élections fédérales et régionales. Le PDS n'est certes pas le premier parti dans les *Nouveaux Länder* ; il apparaît cependant comme le grand vainqueur des consultations électorales de 1994 et 1995, lors desquelles il enregistre des gains de 5,3 à 12,7 points.

Nombre de jeunes électeurs qui ont voté pour le PDS lors des élections fédérales d'octobre 1994, affirment ne pas partager les convictions idéologiques de ce parti³⁵, mais n'en considèrent pas moins qu'il constitue, dans le paysage politique actuel de la RFA, le seul véritable parti d'opposition et le seul parti capable de porter les espérances de la population est-allemande³⁶.

Conclusion

Dans son dernier roman, *Ein weites Feld* (*Vaste domaine* ou encore *Trop vaste champ de méditation*)³⁷, Günter Grass montre fort pertinemment que l'Allemagne n'a pas « digéré » son unification aussi bien qu'elle voudrait le faire croire. Dans ces conditions, poser le problème de l'intégration de l'ancienne RDA dans ce grand ensemble qu'est l'Allemagne unifiée en termes de *Zusammenwachsen oder Auseinanderdriften* (s'unir ou se séparer définitivement)³⁸ procède d'un raisonnement par paralogisme : entre les deux propositions de cette alternative existe la voie médiane de la mise en place d'une Chambre est-allemande, qui, sans remettre en cause l'unification, permet une transition moins heurtée et moins attentatoire à la personnalité est-allemande. Le vote en faveur du PDS, qui, en réalité, n'est pas un vote de conviction, est la

35. Matthias JUNG, Dieter ROTH, « Kohls knappster Sieg – Eine Analyse der Bundestagswahl 1994 », in *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 51-52, 23.12.1994, p. 15.

36. Cf. Renate KÖCHER, « Auf einer Woge der Euphorie – Veränderungen der Stimmungslage und des Meinungsklimas im Wahljahr 1994 », in *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 51-52, 23.12.1994, p. 21.

37. Traductions proposées par Lionel Richard, *Le Monde diplomatique*, « Un champ de bataille », Octobre 1995, p. 14.

38. Cf. note 16.

traduction diffuse de cette volonté de la population des *Nouveaux Länder* de voir ses problèmes traités dans un cadre spécifique et, surtout, la manifestation de son aspiration à prendre une part effective au destin de l'Allemagne unifiée, dans le respect de son vécu et de sa conscience historique.